



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CONCEPTION DE LA NOUVELLE CHARTE
GRAPHIQUE, DE LA CAMPAGNE DE
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET DE LA
CAMPAGNE DE L'EXPOSITION ANNUELLE *FLOPS*
POUR LE
MUSEE DES ARTS ET METIERS - CNAM - PARIS**

N° du CCAP : M25-005

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Le musée des Arts et Métiers, composante du Conservatoire, conserve et valorise une exceptionnelle collection de machines, modèles, photographies et dessins illustrant l'histoire de l'innovation.

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure adaptée restreinte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique (ci-après CCP).

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les dispositions du présent règlement de la consultation concernent :

- la conception de la nouvelle charte graphique du musée des Arts et Métiers,
- la conception d'une campagne de communication institutionnelle et ses déclinaisons découlant de la nouvelle charte graphique du musée, soit la conception et la réalisation des visuels avec une accroche spécifique destinés à tous supports.
- la conception d'une campagne de communication de l'exposition annuelle Flops ? et ses déclinaisons découlant de la nouvelle charte graphique du musée, soit la conception et la réalisation des visuels avec une accroche spécifique destinés à tous supports.

Les prestations sont présentées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – phase candidature, joint au DCE et seront détaillées dans le CCTP – phase offre, qui sera remis aux candidats admis à remettre une offre.

Lieu d'exécution : 60 rue Réaumur, 75003 Paris

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'objet même de cette opération ne permet pas la décomposition en lots puisque les prestations attendues sont de même nature et répondent à des besoins indissociables.

Les prestations qui seront effectuées dans le cadre du présent marché sont indissociables les unes des autres et représentent une unité fonctionnelle. La décomposition en lots entrainerait un découpage artificiel des prestations, rendrait l'exécution du marché difficile techniquement et, par conséquent, plus coûteuse conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11 du CCP.

1.3 – Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d'évolution des fournitures, matériels et/ou matériaux pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public afin de permettre sa bonne exécution, en particulier, mais pas uniquement, en cas de modification du périmètre géographique du marché.
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. À ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de travaux supplémentaires.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent article, les stipulations de l'article 25 du CCAG PI s'appliqueront.

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique du titulaire,
- Le planning prévisionnel des prestations,
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021, NOR: ECOM2106874A)..

3 – Forme du marché

Le présent contrat est un marché ordinaire.

Le montant du marché est estimé à 85.000 € T.T.C

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

Le marché prend effet à sa date de notification. La date prévisionnelle de notification est fixée au cours du mois de mars 2025. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.
La durée du marché est estimée à douze (12) mois. .

Le calendrier prévisionnel des prestations est indiqué à l'annexe 6 du CCTP (rétroplanning).

4.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service, matérialisé par un bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Le calendrier prévisionnel de livraison des prestations est fixé à l'annexe 6 du CCTP.

Si une prolongation du délai d'exécution s'avérait nécessaire, elle ne pourrait être accordée que par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

5 – Prix

5.1 Caractéristiques des prix

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et par des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Pour les prestations forfaitaires :

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre tous les services nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient décrits ou non dans les pièces contractuelles.

Pour les prestations sur BPU :

Les prestations indiquées dans le BPU annexé à l'acte d'engagement, sont réglées selon un prix unitaire appliqué aux quantités réellement consommées. Les bons de commande précisent la nature des prestations à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, en l'occurrence mars 2025.

Les prix sont établis hors TVA. Ils comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG-PI.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. Ils sont fermes et actualisables.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois d'août 2024, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont actualisés si la date de début d'exécution des prestations, est postérieure de plus de trois (3) mois à la date de notification du marché.

Les prix sont actualisés par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times I_{n-3}/I_0$$

Où :

P_n est le prix actualisé,

P_0 est le prix initial (établi aux conditions économiques du « mois 0 »),

I_{n-3} est l'indice de production dans les services - Création artistique en vigueur trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

I_0 est l'indice du mois 0.

Choix de l'indice de référence :

L'indice retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation est le suivant :

- Indice de production dans les services - Création artistique (NAF rév. 2, niv. classe poste 90.03) Série mensuelle CVS-CJO - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769501

Cet indice est disponible sur internet, à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769501>

Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, son nouveau barème dans un délai minimum d'un mois après la date de début du marché (date de notification du marché).

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être actualisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 – Avance

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI est retenue.

Une avance de 5 % est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

8 - Modalités de règlement des comptes

Aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du Cnam. Dans le cas où la prestation serait exécutée par le titulaire malgré l'absence de bon de commande, la prestation ne sera pas payée, et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire contre le Cnam.

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le paiement des factures s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Premier paiement : 20 % du montant total après la validation des premiers livrables (dossier technique, paragraphe D du CCTP)
- Deuxième paiement : 30 % à la réalisation et à la validation finale de l'objet 1 : la charte graphique complète et ses déclinaisons sur les supports définis.
- Troisième paiement : 25 % à la réalisation et à la validation finale de l'objet 2 : la campagne institutionnelle, comprenant tous les supports prévus (affiches, bannières web, publications réseaux sociaux, etc.).
- Quatrième paiement : 25 % à la réalisation et à la validation finale de l'objet 3 : la campagne pour la prochaine exposition, comprenant les supports prévus et les déclinaisons spécifiques à l'événement.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Les factures sont toutes adressées **sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro**, accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le code service 3MAM01 qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date d'admission des prestations ;
- date de réception des factures correctement établies.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le comptable, il ne comprend pas les délais bancaires.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres stipulations relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 7.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

Les autres stipulations relatives à la sous-traitance s'appliquent selon les articles du CCAG-PI et le CCP.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 Généralités

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat, en particulier celles précisées par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

Interlocuteur unique

Le titulaire du marché désignera un directeur de création responsable de la réalisation des prestations attendues au marché. Cet interlocuteur unique assurera une mission de conseil et aura la charge du suivi de création et d'exécution et du contrôle de la qualité.

Suivi du marché

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la qualité de la prestation.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

9.2 – Etablissement des commandes

Avant émission de tout bon de commande, un devis sera demandé au titulaire pour chaque commande de fournitures. Le devis respectera les prix du bordereau de prix unitaires joint à l'acte d'engagement, et éventuellement de prestation hors BPU, pour accord entre les parties avant validation de la commande.

Un bon de commande sera ensuite émis par le service acheteur du Cnam et sera adressé, signé par l'ordonnateur ou son représentant dûment habilité, au titulaire du marché.

Ainsi, les bons de commande peuvent être émis dès notification du marché et jusqu'au dernier jour du marché.

Ceux émis en fin de marché doivent prévoir que les prestations soient livrées dans le 2ème mois qui suit le dernier jour du marché.

La durée maximale de validité d'un bon de commande ne peut excéder 2 (deux) mois, sauf justification acceptée par le Cnam (exemple rupture d'approvisionnement).

Au-delà de ce délai, et sauf prorogation expresse, justifiée et accordée par le représentant du Cnam, la commande sera considérée comme nulle et non avenue.

9.3 Conditions particulières d'exécution

Obligation de confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de ses prestations.

Période de préparation

Le titulaire est tenu d'organiser sa prestation à ses frais exclusifs, en accord avec le Cnam.

Le délai d'exécution est fixé dans le bon de commande.

Mesures d'ordre social

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix unitaires de bordereau.

Par ailleurs, les salariés du titulaire doivent être identifiables (écusson de l'entreprise brodé sur les vêtements de travail, etc...) ; de même le matériel et les véhicules doivent être identifiables.

Obligation de résultat

Le titulaire est tenu d'une obligation de résultat pour les prestations et s'assurera de leur réalisation conformément aux conditions définies par le CCTP.

Le prestataire doit apporter la plus grande diligence dans la réalisation des prestations, et suivre, pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, le calendrier établi par le Cnam.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le CCTP.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'obtention de celui-ci.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le prestataire est tenu de prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité ; en cas d'inobservation de ces dispositions, il est passible de sanctions.

9.4 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

- Les plans, liste détaillée du matériel nécessaire, propositions de charte graphique, story-boards des dispositifs etc. sous forme de fichiers pdf.
- Les prototypes ou versions bêta des dispositifs sous format électronique exécutable et testable
- Les scénarios des dispositifs multimédias interactifs.

La liste des documents associés aux différentes étapes n'est pas exhaustive et pourra évoluer selon le projet.

Le titulaire devra remettre 1 exemplaire de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

9.3 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les stipulations des articles 32 à 35 du CCAG PI et de l'article E du CCTP s'appliquent au présent article.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 – Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions stipulées par l'article 28 du CCAG-PI.

11.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues par l'article 29 du CCAG-PI.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'un (1) an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les fournitures prévues par le présent marché et nécessaires sont couvertes par les garanties, telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil, 1245 à 1245-14 et suivants du Code civil et L. 221-1 et suivants du Code de la consommation s'appliquent aux produits et prestations du présent contrat.

13 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc, en particulier, contracter :

_ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;

_ une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

14 – Pénalités

Les retards et manquements sont appréciés indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité, si le retard est imputable au Cnam.

Les délais d'exécution sont décomptés de la manière définie aux articles 4.1 et 4.2 du présent CCAP.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

Elles sont cumulables entre elles et sont appliquées sans mise en demeure préalable puis déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

NB : pour l'ensemble de cet article, il est rappelé que les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **50,00 € par jour ouvré**.

14.2 - Pénalité pour non-respect des prescriptions du CCTP ou du mémoire technique de l'attributaire

Sans préjudice des frais de réparation et dommages et intérêts dus par le titulaire suite à l'inobservation des prescriptions du CCTP, l'infraction, aux dites prescriptions, entraînera du simple fait de leur constatation par le maître d'ouvrage l'application de pénalités d'un montant de **50,00 € H.T.** par infraction et par jour calendaire :

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Tout cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.

14.3 – Autres Pénalités

Vie sociale de la société : du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 75,00 € HT par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à 150,00 € HT par manquement.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 40 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 – Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après deux mises en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics
Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télé doc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer. En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

17 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - PI
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – PI
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – PI.